

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

La consommation des ménages soutient l'activité économique

L'économie de l'archipel profite du dynamisme de la consommation des ménages, qui vient notamment compenser le ralentissement de l'investissement des entreprises.

Ainsi, la consommation des ménages évolue positivement ce trimestre. Cette évolution est illustrée par la progression des importations de produits alimentaires ainsi que des crédits à la consommation. Seules les immatriculations de véhicules de tourisme s'inscrivent en baisse.

À l'inverse, l'investissement des entreprises confirme le ralentissement observé au trimestre précédent, comme en témoignent le fort repli des importations de produits bruts et la légère baisse des crédits d'investissement.

L'inflation est en baisse ce trimestre (-0,4 %), après deux trimestres consécutifs d'un ralentissement de sa progression. Cependant, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,7 % à la fin 2015, par rapport à la même période l'année précédente.

Le marché du travail confirme sa bonne tenue, le nombre de demandeurs d'emploi atteignant son plus bas niveau en fin d'année depuis près de 10 ans.

Après avoir connu un troisième trimestre difficile, les importations en valeur de l'archipel se redressent nettement au cours du dernier trimestre 2015.

Sur le plan sectoriel, l'activité touristique est en retrait tandis que la pêche connaît une évolution contrastée. En effet, cette dernière est en recul sur le trimestre, mais les prises de la pêche artisanale s'établissent à un niveau élevé pour la période.

LÉGÈRE AMÉLIORATION DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le **produit intérieur brut** réel s'est accru de 0,2 % en décembre, après avoir augmenté de 0,3 % en novembre. Les secteurs de la fabrication et du commerce de gros ont progressé en décembre (respectivement de +1,0 % et 1,8 %), tandis que le commerce de détail (-1,8 %), l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (-0,7 %), de même que les services publics (-2,6 %), ont enregistré des baisses importantes. Sur le trimestre, la valeur ajoutée des industries de services s'est accrue de 0,5 % alors que celle des industries de biens a diminué de 0,9 %.

Le **taux de chômage** est stable par rapport au trimestre précédent et s'établit à 7,1 %. L'emploi est en hausse de 23 000 actifs au mois de décembre (+0,1 %), et de 158 000 actifs sur l'ensemble de l'année (soit une progression de 0,9 %). Cependant, à l'échelle provinciale, l'emploi a progressé uniquement en Ontario alors qu'il a diminué en Saskatchewan, en Nouvelle-Ecosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Enfin, à Terre-Neuve-et-Labrador le taux de chômage atteint 14,4 %, son niveau le plus élevé depuis décembre 2010.

L'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente de 1,6 % au mois de décembre sur un an, après avoir enregistré une hausse de 1,4 % en novembre. Les prix des huit composantes principales ont progressé d'une année à l'autre en décembre. Les indices des prix des produits alimentaires (+3,7 %) et des services (+1,7 %) ont le plus contribué à l'augmentation de l'IPC. Pour sa part, l'indice des prix des transports, qui prend en compte l'essence, enregistre sa première augmentation en glissement annuel depuis plus d'un an (octobre 2014).

Localement les prix à la consommation ont augmenté dans toutes les provinces, notamment en Colombie-Britannique où la hausse est la plus forte.

Source : Statistiques Canada

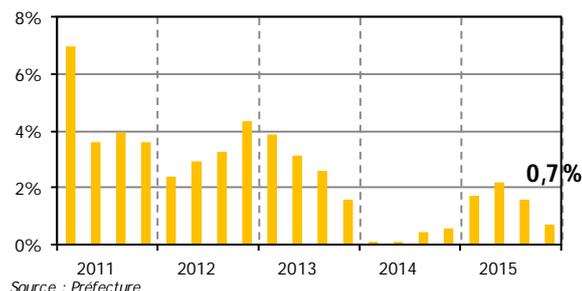
L'inflation est en baisse

Après deux trimestres de ralentissement, l'indice des prix à la consommation est en baisse ce trimestre (-0,4 %). Cette diminution est attribuable aux baisses combinées des prix des produits manufacturés (-1,3 %) et de l'énergie (qui diminue en moyenne de 4,4 %). Les prix des services, pour leur part, repartent à la hausse (+0,4 % contre -0,6 % au trimestre précédent), tandis que les prix des produits alimentaires conservent leur rythme de croissance (+0,3 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation termine l'année en progression bien qu'à un rythme inférieur au trimestre précédent (+0,7 % contre +1,6 %). Cette évolution s'explique par un rythme de croissance moindre, voire par un recul de l'ensemble des composantes principales de l'indice, à l'exception des services qui sont en hausse (+1,4 % contre +1,1 % au troisième trimestre).

Indice des prix à la consommation

(en glissement annuel des données trimestrielles)



Source : Préfecture

Bonne tenue du marché du travail

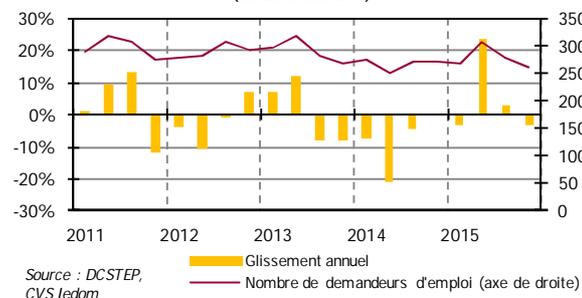
À la fin du mois de décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 257 personnes (DEFM catégories A et B¹).

L'indicateur de chômage de l'archipel² s'établit ainsi à 6,8 % au quatrième trimestre 2015 contre 7,2 % à la même période en 2014.

Après une baisse au cours du trimestre précédent (-8,4 %, CVS), le nombre de demandeurs d'emploi continue de reculer au quatrième trimestre 2015 (-5,8 %, CVS). Ce dernier atteint son plus bas niveau pour un quatrième trimestre depuis une décennie. La tendance qui se dégage sur un an fait état d'une amélioration du marché du travail avec une baisse du nombre de demandeurs d'emploi par rapport à la même période en 2014 (-3,3 %, CVS).

Demandeurs d'emploi - DEFM A et B

(en données CVS)



Source : DCSTEP, CVS Iedom

La consommation des ménages évolue positivement

La consommation des ménages s'oriente dans une dynamique d'ensemble positive, atténuée cependant par les ventes de véhicules de tourisme qui affichent une baisse.

Ainsi, après s'être inscrites en net retrait en fin d'année 2015 (-8,8 %, CVS), les importations de produits alimentaires repartent à la hausse ce trimestre (+7,7 %, CVS). L'évolution se confirme en glissement annuel (+5,2 %, CVS).

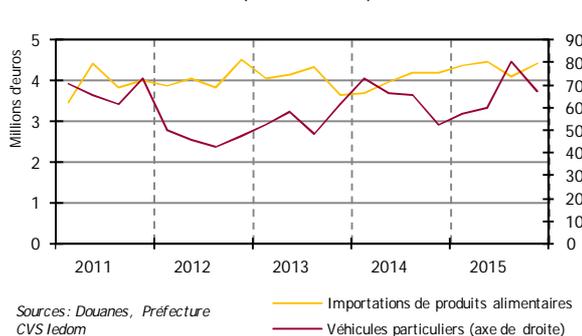
Les ventes de véhicules de tourisme s'inscrivent en baisse en fin d'année 2015 (-16,5 %, CVS), venant interrompre trois trimestres de progression. L'évolution sur un an s'avère malgré tout largement positive (+29,0 %, CVS).

Les crédits à la consommation pour leur part s'accroissent au quatrième trimestre 2015 (+4,0 %), bien qu'à un rythme moindre qu'au trimestre précédent (+5,1 %). Sur l'année, la progression reste dynamique (+6,7 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent en fin d'année 2015. Les incidents de paiement sur chèque et les décisions de retrait de carte bancaire s'établissent l'un et l'autre à 2 (contre 30 et 0 au trimestre précédent). Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire est en légère amélioration (9 contre 13 au trimestre précédent).

Importations des biens destinés aux ménages

(en données CVS)



Sources : Douanes, Préfecture CVS Iedom

¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Confirmation du ralentissement de l'investissement des entreprises

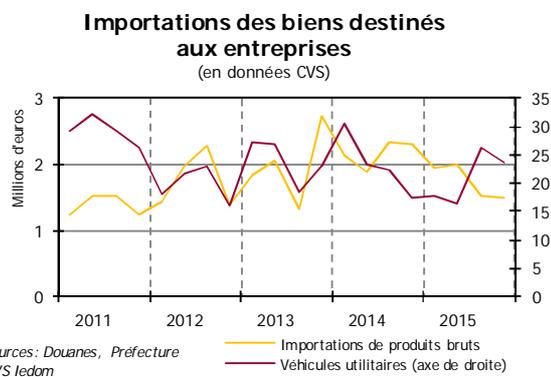
Le quatrième trimestre 2015 confirme l'orientation amorcée au trimestre précédent : l'investissement des entreprises montre certains signes de tassement.

À la suite d'un troisième trimestre marqué par un fort recul des importations de produits bruts (-21,8 %, CVS), ces dernières se stabilisent au quatrième trimestre 2015 (-0,1 %, CVS). Cependant en glissement annuel, les importations de produits bruts enregistrent un fort repli (-34,4 %, CVS). Cette évolution résulte essentiellement de l'achèvement au cours des deux dernières années de chantiers majeurs (nouvel hôpital et centrale EDF) qui avaient généré d'importantes livraisons d'équipements.

Après un troisième trimestre 2015 pendant lequel les immatriculations de véhicules utilitaires avaient atteint un plus haut niveau sur les quatre dernières années, ces dernières s'inscrivent en baisse ce trimestre (-10,2 %, CVS). Cependant, l'évolution en rythme annuel est bien plus favorable (+35,4 %, CVS).

Au 31 décembre 2015, les crédits d'investissement, qui représentent plus des trois quarts des crédits aux entreprises, enregistrent une baisse (-1,1 %) pour la première fois depuis le premier semestre 2014 (-0,3 % au 30 juin de cette année). Néanmoins, les crédits d'investissements augmentent sensiblement sur l'année (+14,8 %), bien qu'à un rythme inférieur à celui observé au trimestre précédent (+23,0 %).

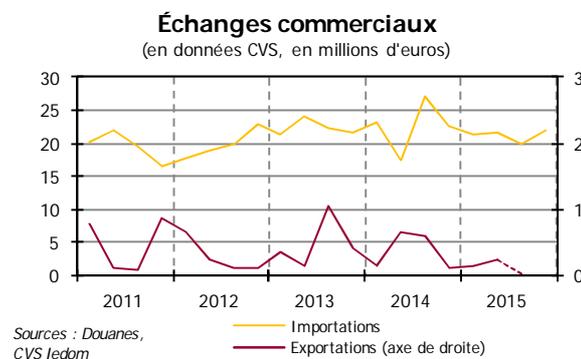
Le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises, en baisse régulière depuis le troisième trimestre 2013, s'établit à 0,3 % (-1,8 point).



Rebond des importations³

Les importations totales de l'archipel en valeur progressent de 11,0 % (CVS). À l'exception des importations de produits bruts (-0,1 %, CVS), toutes les autres composantes sont en augmentation. Ainsi les importations de produits manufacturés, qui représentent la moitié des importations totales en valeur, s'accroissent sensiblement ce trimestre (+13,3 %, CVS). Il en va de même pour les importations de produits pétroliers qui sont reparties en forte hausse (+288,2 %, CVS), consécutivement à un troisième trimestre marqué par une absence de livraison d'hydrocarbures.

Sur l'année l'évolution générale est négative (-2,3 %, CVS), mais cela n'est attribuable qu'aux importations de produits bruts qui s'inscrivent en net retrait (-34,4 %, CVS). Les autres composantes des importations sont en hausse, à l'instar des produits manufacturés (+4,2 %, CVS).

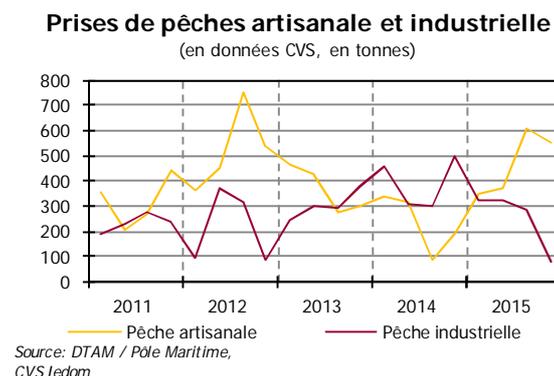


LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Évolution contrastée de l'activité de la pêche

L'activité de la pêche industrielle, dont la campagne 2016-2017 a débuté en novembre, enregistre des performances en net recul par rapport à la même période en 2014 (-83,8 % en termes de nombre de prises, CVS), conséquence d'un plus faible rendement des navires cette année.

Les prises de la pêche artisanale sont en repli ce trimestre (-9,5 %, CVS), mais enregistrent une très forte progression sur l'année (+191,7 %, CVS) pour atteindre un plus haut à cette période depuis 2009. Cette évolution s'explique par des prises importantes de concombres des mers, environ 418 tonnes, soit deux tiers des prises totales de la pêche artisanale sur le trimestre (622 tonnes), destinées aux marchés asiatiques.



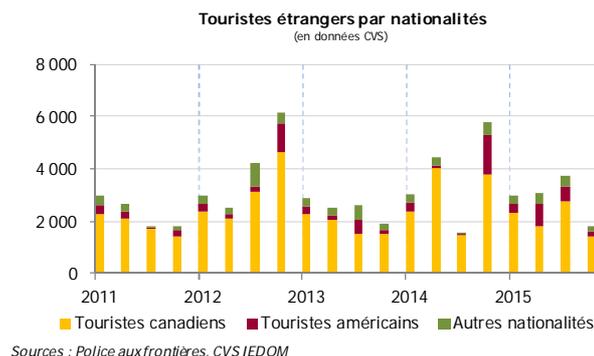
³ Suite à un changement de traitement des données douanières, les exportations en valeur ne sont pas disponibles pour le quatrième trimestre 2015.

L'activité touristique est en retrait

Le trafic total de passagers s'inscrit en net retrait ce trimestre (-19,3 %, CVS), en lien avec la très forte diminution du trafic maritime (-44,7 %, CVS), en raison de l'absence de croisiériste au quatrième trimestre 2015. À l'inverse, le trafic aérien est en progression (+3,9 %, CVS).

En glissement annuel, le trafic total de passagers enregistre une baisse de plus grande importance (-40,5 %, CVS). L'évolution est principalement attribuable à une fréquentation inhabituellement élevée de croisiéristes en fin d'année 2014.

La diminution du trafic total de passagers est mise en lumière par le fort recul de la fréquentation des touristes canadiens (-48,8 %, CVS), américains (-68,1 %, CVS) et d'autres nationalités (-38,7 %, CVS).



ÉCONOMIE MONDIALE : DÉGRADATION DES PERSPECTIVES

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a par conséquent abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Après une année 2014 décevante marquée par la stabilité de l'activité, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2015 (+0,6 %) et 2016 (+1,0 %).

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015 puis à +6,3 % en 2016. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données présentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12).

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 4 avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1952-9619